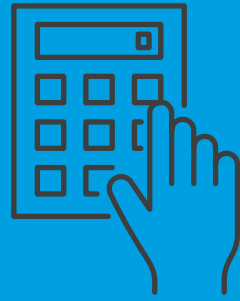


BEYSÜL AYTAÇ
CYRILLE MANDOU



LA COMPTA FACILE

*...pour enfin
tout comprendre !*

ÉDITION
2024-2025

+ EN LIGNE



- Études de cas corrigées
- QCM interactifs corrigés

deboeck **B**
SUPÉRIEUR

BEYSÜL AYTAÇ
CYRILLE MANDOU

LA COMPTA FACILE

*...pour enfin
tout comprendre !*

ÉDITION
2024-2025

Ressources numériques

Testez vos connaissances grâce aux QCM interactifs corrigés
et aux études de cas corrigées.



www.lienmini.fr/59277-QCM



www.lienmini.fr/59277-Cas

Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans votre
domaine de spécialisation, consultez notre site web :
www.deboecksuperieur.com

© De Boeck Supérieur SA, 2024
Rue du Bosquet, 7 – B1348 Louvain-la-Neuve

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire
(notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage,
de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public,
sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Dépôt légal :

Bibliothèque nationale, Paris : janvier 2024

Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles : 2024/13647/012

ISBN 978-2-8073-5927-7

Sommaire

Introduction	5
Fiche 1. Quelles sont les questions fondamentales liées à la création de valeur, à l'investissement et au financement d'une entreprise ?	7
Fiche 2. Je crée mon entreprise ; pourquoi la capitaliser ? Les différents types d'apports et les incidences sur le bilan.....	11
Fiche 3. L'endettement ; quels sont ses objectifs et son intérêt ? Les incidences sur le bilan	15
Fiche 4. Pourquoi et comment amortir ? Principe et méthodes de l'amortissement.....	21
Fiche 5. Comment enregistrer la TVA ? Mécanisme et impact	33
Fiche 6. Comment enregistrer les principales écritures comptables ?.....	39
Fiche 7. À quoi correspondent les notions de flux et de comptes ?	53
Fiche 8. Comment enregistrer les opérations de vente et d'achat ?	63
Fiche 9. Comment enregistrer les opérations courantes de trésorerie ?	77
Fiche 10. Comment enregistrer les stocks et procéder aux opérations d'inventaire ?	91
Fiche 11. Comment construire le bilan ?	101
Fiche 12. Éléments complémentaires au bilan.....	109
Fiche 13. Modèle de bilan (en tableau) – système de base	113
Fiche 14. Modèle de bilan (en tableau) (avant répartition) – système de base	115
Fiche 15. Comment construire le compte de résultat ?.....	119
Fiche 16. Éléments complémentaires au compte de résultat	129
Fiche 17. Modèle de compte de résultat (en liste) – système de base (Produits et charges hors taxes)	133
Fiche 18. Modèle de compte de résultat (en tableau) – système de base.....	137

Fiche 19.	Comment élaborer les soldes intermédiaires de gestion ?.....	141
Fiche 20.	Comment analyser la solvabilité de l'entreprise ?	147
Fiche 21.	Comment analyser la rentabilité de l'entreprise ?	163
Fiche 22.	Comment calculer la capacité d'autofinancement de l'entreprise ?	167
Fiche 23.	Détermination de la capacité d'autofinancement (À partir des postes du compte de résultat)	171
Compléments thématiques		173

Introduction

La comptabilité a pour but de produire de l'information financière, aussi bien pour éclairer la gestion et la prise de décision des dirigeants de l'entreprise que pour satisfaire à des obligations à l'égard de ses partenaires. C'est donc un système d'information, avec une orientation à la fois interne et externe.

La comptabilité permet :

- ◆ De saisir, classer, enregistrer des données de base chiffrées ;
- ◆ De présenter des états financiers reflétant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise à la date de clôture.

La comptabilité est :

- ◆ Un moyen d'information et de protection des tiers (clients, créanciers (fournisseurs et banques), actionnaires, salariés, administration fiscale, organismes sociaux, tribunaux de commerce, organismes de statistiques, etc.);
- ◆ Un moyen de preuve ;
- ◆ Un instrument de gestion.

Les objectifs de la comptabilité répondent à trois types de besoins :

- ◆ Aide à la décision (temps d'écoulement des stocks, délais de paiement des clients, mesure et prévision du résultat, position de la trésorerie vis-à-vis des dettes rapidement exigibles, capacité d'emprunt et de remboursement, etc.);
- ◆ Évaluation des éléments de l'entreprise (actifs et passifs du bilan, charges et produits du compte de résultat, etc.);
- ◆ Contrôle extérieur des dirigeants concernant les performances et les risques, la bonne qualité de leur gestion, la poursuite des objectifs annoncés, le bien-fondé des décisions prises, etc., ces aspects relevant des problématiques de la gouvernance d'entreprise.

Cet ouvrage propose, dans une approche didactique sous forme de fiches thématiques, une progression fluide permettant au lecteur débutant de se familiariser et de s'approprier tous les concepts de la comptabilité générale nécessaires notamment pour créer son entreprise et débiter ou gérer une activité.

Parce qu'il n'est pas toujours aisé de maîtriser les tenants et aboutissants de la tenue d'une comptabilité, même allégée, cet ouvrage initie aux différents concepts que sont l'actif, le passif, les capitaux propres, les dettes, le résultat net comptable, le résultat avant impôts, les produits, les charges, les différentes écritures et différents enregistrements ou encore les prélèvements fiscaux. Il présente également la logique sous-jacente de la création et gestion d'une entreprise, quelle que soit sa taille.

Conçu tel un guide pour utilisateur novice, l'ouvrage tente de répondre à toutes ces questions de façon simple, détaillée, argumentée et explicitée.

Quelles sont les questions fondamentales liées à la création de valeur, à l'investissement et au financement d'une entreprise ?

FICHE 1

1 Le principe de maximisation de la valeur de l'entreprise

Au-delà des objectifs de bénéfice, de chiffre d'affaires ou de part de marché, l'objectif de toute entreprise dont les capitaux propres émanent d'actionnaires ou associés consiste dans la maximisation de sa valeur, c'est-à-dire de la valeur de marché de ses titres de propriété. Il s'agit donc de maximiser la richesse des actionnaires, en tant que bailleurs de fonds de l'entreprise. Pour l'entreprise, l'objectif financier ultime consiste donc dans la maximisation de la valeur de l'argent investi par ses actionnaires ou associés.

Cet objectif, articulé autour de la création de valeur actionnariale, n'ignore toutefois pas les autres parties prenantes de l'entreprise (créanciers, fournisseurs, salariés, sous-traitants, clients, pouvoirs publics, etc.). Car créer de la valeur pour les actionnaires implique dans le long terme d'accroître le nombre de clients satisfaits par de bons produits, développés en liaison avec les meilleurs fournisseurs et sous-traitants possibles.

2 La décision d'investissement

L'entreprise peut être définie comme une entité économique constituée de différents facteurs de production (capital, humain, matières premières) produisant des biens et services à destination d'un ou plusieurs marchés.

L'investissement constitue alors un acte fondamental pour l'entreprise, dans la mesure où il conditionne son développement futur et mobilise de nombreuses énergies en matière de temps, de compétences et de ressources (humaines et financières). L'investissement peut être défini comme une utilisation des fonds de l'entreprise aujourd'hui dans le but d'obtenir dans le futur des recettes anticipées.

Flux négatifs dans un premier temps, les investissements doivent progressivement générer des flux positifs devant permettre de rembourser les capitaux empruntés.

3 La décision de financement

La question du financement est tout aussi fondamentale que celle de l'investissement. Parce que la vie d'une entreprise répond à un cycle de vie (création, développement, maturité, déclin) générateur de besoins, elle doit disposer au moment opportun de suffisamment de ressources financières pour faire face à ses échéances et assurer sereinement son développement.

Plus spécifiquement, dans le cadre de son activité, l'entreprise est confrontée à deux enjeux financiers stratégiques majeurs : celui de financer ses investissements (optique de long terme) et celui de financer son activité courante (optique de court terme). Ces deux enjeux sont étroitement imbriqués, car ils conditionnent conjointement la pérennité de l'entreprise.

Cette vision est celle du bilan de l'entreprise (« partie haute » et « partie basse ») et de son corollaire, la contrainte de solvabilité.

Le bilan est élaboré selon une logique de liquidité croissante. Ainsi, l'expression « haut de bilan » provient de la présentation du bilan qui fait apparaître en partie haute les emplois et les ressources à long terme de l'entreprise que sont respectivement les fonds propres et les financements de long terme. Le haut de bilan regroupe ainsi tous les éléments orientés à long terme de l'entreprise, et qualifiés de « solides ».

Inversement, la partie basse du bilan fait apparaître les emplois et les ressources à court terme de l'entreprise que sont respectivement l'actif circulant et les dettes de court terme. Le « bas de bilan » regroupe ainsi tous les éléments orientés à court terme de l'entreprise, considérés comme plus « liquides », la liquidité correspondant à la capacité à monétiser rapidement des biens financiers. Le bas de bilan comprend ainsi tout ce que l'entreprise possède et doit à court terme.

Même si le financement de l'entreprise dépend également de sa taille et de sa structure juridique, il est toutefois possible de distinguer deux grands modes de financement répondant chacun à des besoins de financement spécifiques :

- ◆ Le financement de son cycle d'investissement, auquel correspond la politique de financement à long terme ;
- ◆ Le financement de son cycle d'exploitation, auquel correspond la politique de financement à court terme.

En principe, les décisions d'investissement et de financement sont analysées indépendamment l'une de l'autre. Toutefois, la question du finance-

ment n'est jamais réellement éloignée de la réflexion sur l'investissement. En effet, comment considérer que les actionnaires puissent accepter d'investir de l'argent dans un projet si celui-ci ne génère pas de revenus supérieurs à ceux qu'ils pourraient retirer d'un autre investissement (notion d'arbitrage)?

Je crée mon entreprise ; pourquoi la capitaliser ? Les différents types d'apports et les incidences sur le bilan

FICHE 2

La création d'une entreprise va de pair avec sa capitalisation. L'une ne va pas sans l'autre. Toute entreprise doit posséder un capital social.

Le capital social est la somme apportée par les associés ou actionnaires d'une entreprise. Il est fixé à la création de l'entreprise et son montant minimum est de 1€, à l'exception des entreprises anonymes où le minimum est de 37 000 €. Ce capital peut être augmenté ou diminué au fil des années, en fonction de la vie de l'entreprise. Cette somme ne peut pas être restituée aux associés, sauf en cas de dissolution de l'entreprise.

1 Définition générale du capital social

Le capital social est égal à la somme du montant total de tous les types d'apports (numéraires et en nature) effectués par les associés ou actionnaires à l'entreprise en échange de droits sociaux lors de sa création ou au moment de l'augmentation de capital.

Pour ouvrir une EURL, SAS ou SARL, le montant du capital social doit être au minimum de 1€.

◆ Le capital social du point de vue juridique

Du point de vue juridique, le capital social correspond à la somme en valeur des apports (en numéraire et en nature) effectués par les associés ou actionnaires, à l'exception des apports en industrie. L'apport d'un savoir, de connaissances et de compétences n'entre pas dans la constitution du capital social.

Les apports sont effectués au moment de la création de l'entreprise. Ils peuvent également être réalisés durant le cours de la vie sociale de l'entreprise, à la suite de différents événements entraînant l'augmentation ou la réduction du capital.

◆ Le capital social du point de vue comptable

Du point de vue comptable, le capital social se situe au passif du bilan comptable de l'entreprise. Comptablement, il correspond à une dette à long terme des actionnaires ou associés possédant l'entreprise.

Pourquoi ? Si l'entreprise fait l'objet d'une liquidation judiciaire (après une procédure de dépôt de bilan), les associés ou actionnaires doivent en principe pouvoir recouvrer le montant des apports initiaux qu'ils ont

effectués. Toutefois, au préalable, ils doivent honorer toutes les dettes de l'entreprise.

En contrepartie de leur inscription au passif du bilan, les apports sont inscrits à l'actif du bilan en distinguant leur type – numéraire ou en nature –, car ce sont des ressources pour l'entreprise qui permettent de définir son patrimoine social (ou actif social).

2 Les différents types d'apports du capital social

Au moment de la création d'une entreprise, les associés fondateurs mettent à la disposition de l'entreprise des biens en vue d'une exploitation commune. Ils réalisent ainsi des apports au capital qui peuvent prendre différentes formes : argent (apports en numéraire), fonds de commerce ou brevets par exemple (apports en nature), savoir-faire (apports en industrie). En contrepartie, les apporteurs reçoivent des droits sociaux (parts sociales ou actions, selon le type d'entreprise) donnant accès à des dividendes en cas de distribution des bénéfices.

◆ Les apports en numéraire

Les apports en numéraire correspondent aux liquidités apportées à l'entreprise.

◆ Les apports en nature

Il s'agit de tout apport autre que l'argent en biens matériels (mobilier, immobilier, matériel, véhicule...) ou immatériels (fonds de commerce, brevets, marque...) pouvant être évalué.

◆ Les apports en industrie

Définis à l'article 1843-3 du Code civil, les apports en industrie englobent les différents apports en connaissances, compétences et savoir-faire que les associés font à l'entreprise.

Ces apports ne sont pas comptabilisés dans le capital social de l'entreprise, car ils sont par définition difficiles, voire impossibles à évaluer. Une autre raison tient dans le fait que cet apport est lentement « liquidé » durant la vie de l'entreprise, dans la durée et non pas en une seule fois ; de sorte qu'un apport en industrie n'est pas considéré comme une prestation unique, mais comme une compétence ou un savoir-faire que l'associé apporteur met au service de l'entreprise chaque jour.

Bien que non comptabilisés dans le capital social, les apports en industrie génèrent des droits sociaux, non transmissibles. Pour être reconnus, les apports en industrie doivent être mentionnés dans les statuts de l'entreprise.

3 Quelle est l'utilité du capital social ?

Le capital social permet de financer des projets d'investissement, de rassurer les créanciers et financeurs et de définir les rapports entre associés ou actionnaires.

◆ Outil de financement de l'entreprise

Au lancement de son activité, l'entreprise a besoin de fonds et d'investissements, qui vont dépendre et varier en fonction de la nature de son activité. Les besoins peuvent être matériels et immatériels. Crucial, le capital social permet précisément de lancer l'activité de l'entreprise. Il est donc fortement conseillé de prévoir un capital social suffisamment important pour le lancement d'une entreprise, afin d'éviter les difficultés de trésorerie, principale source de défaillance et de liquidation judiciaire.

◆ Outil de garantie pour les créanciers et les financiers

Le capital social est une garantie importante pour les créanciers ou les financeurs de l'entreprise, qui permet de les rassurer en cas de défaillance. En effet, en cas de difficultés de trésorerie de l'entreprise, les créanciers peuvent saisir la valeur des biens apportés, c'est-à-dire les biens constituant le patrimoine social (immeubles, stocks de marchandises ou de matières premières, outillage et créances).

◆ Le capital social définit la répartition des pouvoirs entre associés ou actionnaires

Le capital social définit la répartition des droits et donc des pouvoirs entre associés ou actionnaires. On distingue les droits financiers et les droits politiques, comme le droit de vote lors des assemblées générales. En principe, la répartition dépend de la participation de chacun dans le capital social. Mais les associés peuvent décider d'eux-mêmes de répartitions différentes, comme le droit de vote double.

4 Quel est le bon montant de capital social pour une entreprise ?

Le montant du capital social est crucial pour une entreprise. Au moment de la création, il faut donc identifier et anticiper au mieux les besoins et les différentes difficultés inhérentes à l'activité. Le capital social doit être en adéquation avec les directions stratégiques et les projections financières de la nouvelle entreprise. La définition de son montant résulte donc d'un subtil équilibre, le capital social devant permettre de financer des projets

d'investissement et de rassurer les créanciers et financeurs. Pour autant, il ne doit pas être trop important, au risque de gêner la croissance.

Pour définir le « bon montant » du capital social, il est généralement conseillé de prendre en compte les dépenses initiales et les premiers investissements nécessaires au lancement de l'activité, en intégrant également le milieu d'affaires dans lequel l'entreprise va évoluer, comme les partenaires ou les fournisseurs en lien avec le besoin de fonds de roulement (BFR).

L'essentiel à retenir en 5 points clés

- ✓ Le capital social est égal à la somme du montant total de tous les types d'apports (numéraires et en nature) effectués par les associés ou actionnaires.
- ✓ On distingue trois catégories d'apports : les apports en numéraire, en nature et en industrie. Les apports génèrent des droits sociaux (parts sociales ou actions) donnant accès à des dividendes en cas de distribution des bénéfices. Les apports en numéraire et en nature sont comptabilisés dans le capital social, contrairement aux apports en industrie.
- ✓ Le capital social est inscrit au passif du bilan de l'entreprise. Comptablement, il correspond à une dette à long terme des actionnaires ou associés.
- ✓ En contrepartie de leur inscription au passif du bilan, les apports sont inscrits à l'actif du bilan en distinguant leur type : numéraire ou en nature. Ils permettent de définir le patrimoine social.
- ✓ Le capital social permet de financer des projets d'investissement, de rassurer les créanciers et financeurs et de définir les rapports entre associés ou actionnaires.

L'endettement; quels sont ses objectifs et son intérêt?

Les incidences sur le bilan

L'endettement peut se révéler attractif pour une entreprise et satisfaire des objectifs stratégiques et opérationnels. Cependant, il est important de gérer cet endettement avec précaution pour maintenir un équilibre entre les avantages d'accéder à des fonds supplémentaires et les risques liés aux obligations financières qui en découlent. En effet, un trop grand nombre de dettes peut rendre plus difficile le remboursement des obligations financières auprès des financeurs et donc augmenter le risque financier de défaillance. Une analyse approfondie des avantages, des coûts et des risques associés à l'endettement est donc primordiale avant de s'engager sur la voie de l'endettement. Car une surcharge d'endettement peut affecter la flexibilité financière et la capacité à faire face aux aléas économiques.

1 Endetter une entreprise répond à plusieurs objectifs stratégiques et opérationnels

◆ Investissements en immobilisations

Les investissements dans des actifs immobilisés à long terme, tels que des équipements, installations et technologies, peuvent exiger des montants importants d'argent. Emprunter pour ces investissements permet alors à l'entreprise de jouir des avantages immédiats de ces actifs, tout en répartissant les coûts sur une période plus longue et en bénéficiant des possibilités fiscales de l'amortissement.

◆ Financement de croissance

Les entreprises peuvent emprunter de l'argent auprès d'établissements bancaires partenaires pour financer leur croissance, dans l'objectif de développer de nouveaux produits, de pénétrer de nouveaux marchés ou d'acquérir d'autres entités (croissance externe). L'endettement permet de fournir les fonds nécessaires pour ces initiatives, tout en préservant les liquidités.

◆ Opportunité d'expansion rapide

Lorsqu'une opportunité exceptionnelle de croissance se présente, une entreprise peut choisir de s'endetter pour saisir rapidement cette occasion, alors même que ses ressources internes ne sont pas suffisantes pour financer l'expansion. Il lui faudra toutefois compter sur un capital social suffisant, à même de rassurer les financeurs.

◆ **Gestion de trésorerie**

La trésorerie désigne la totalité des sommes d'argent disponibles sur le compte bancaire de l'entreprise ou en caisse.

Une entreprise peut décider de s'endetter pour gérer ses flux de trésorerie. C'est le cas notamment lorsqu'elle a des paiements à honorer à court terme (auprès de ses fournisseurs) et qu'elle attend des paiements de clients (créanciers) à plus long terme. Un emprunt peut dès lors aider l'entreprise à gérer ces décalages et à couvrir ses besoins de trésorerie immédiats.

◆ **Maintien des liquidités**

Les liquidités représentent l'ensemble des sommes disponibles dans l'immédiat. Elles désignent la totalité de l'argent à disposition, que cela soit en pièces, billets ou actifs bancaires (somme d'argent à disposition sur les comptes bancaires) et actifs financiers (titres, obligations sur les marchés boursiers).

Plutôt que d'utiliser ses réserves de trésorerie, une entreprise peut préférer emprunter pour maintenir une réserve de liquidités en cas d'imprévu ou de période de faible activité économique.

◆ **Optimisation de la structure du capital**

L'endettement peut aider à équilibrer ou optimiser la structure du capital d'une entreprise, définie comme la combinaison entre ses capitaux propres et ses dettes, rendant ainsi l'entreprise plus attractive pour les investisseurs et les financeurs.

◆ **Optimisation fiscale**

Il est possible de déduire des revenus de l'entreprise les intérêts de sa dette, permettant ainsi de réduire son résultat imposable, et donc le montant d'impôt à payer.

2 Les bonnes conditions pour un endettement judicieux et profitable

Sous certaines conditions, l'endettement peut être un outil financier précieux, mais il est crucial de s'assurer qu'il est contracté dans des conditions favorables et géré de manière prudente et responsable.

Des conditions importantes à considérer contribuent à un endettement judicieux :

◆ **Objectifs d'emprunt clairement définis et analyse de la capacité de remboursement**

L'endettement doit répondre à des objectifs clairement définis ; il doit être aligné avec les besoins de croissance, d'investissement ou d'autres

Le guide des non-comptables qui veulent enfin comprendre la compta !

Parce que la comptabilité est une matière technique qui nécessite une bonne compréhension de son vocabulaire et de ses mécanismes, ce guide propose aux non-initiés 23 fiches thématiques pour se familiariser avec tous les concepts de la comptabilité générale indispensables à la création d'une entreprise ou à la gestion d'une activité.

Quelle que soit la taille de votre structure, abordez sans complexe la logique du langage comptable : actif, passif, capitaux propres, dettes, compte de résultat, produits, charges, différentes écritures et enregistrements, ou encore prélèvements fiscaux...

Testez vos acquis au fil de votre lecture grâce à de nombreux exemples concrets, exercices corrigés et ressources numériques : la comptabilité n'aura plus de secret pour vous et deviendra votre alliée du quotidien !

Beysül Aytac est Docteur ès sciences de gestion, enseignante-chercheuse à Montpellier Business School. Elle y enseigne la comptabilité et la finance.

Cyrille Mandou est Docteur ès sciences de gestion. Il dirige à Montpellier les écoles du Groupe Galileo Global Education, leader mondial de l'enseignement supérieur indépendant. Il est également le directeur de Galileo VAE, structure nationale en charge de la Validation des acquis de l'expérience.

Prix : 16,90 €
ISBN 978-2-8073-5927-7



deboeck
SUPÉRIEUR **B**

www.deboecksuperieur.com

